

Nouvelles perspectives en sciences sociales



Perspectives critiques et analyse territoriale. Applications urbaines et régionales, Hélène Bélanger et Dominic Lapointe (dir.), Québec, Presses de l'Université du Québec, 2019, 224 p.

Yannick Baumann et Emanuel Guay

Volume 17, numéro 2, mai 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1092784ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1092784ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (imprimé)

1918-7475 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Baumann, Y. & Guay, E. (2022). Compte rendu de [*Perspectives critiques et analyse territoriale. Applications urbaines et régionales*, Hélène Bélanger et Dominic Lapointe (dir.), Québec, Presses de l'Université du Québec, 2019, 224 p.] *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 17(2), 657–664. <https://doi.org/10.7202/1092784ar>

Tous droits réservés © Prise de parole, 2022

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Comptes-rendus de lecture

Perspectives critiques et analyse territoriale. Applications urbaines et régionales

Hélène Bélanger et Dominic Lapointe (dir.), Québec, Presses de l'Université du Québec, 2019, 224 p.

PAR YANNICK BAUMANN ET EMANUEL GUAY

Université de Montréal, Québec, Canada
et Université du Québec à Montréal, Québec, Canada

La géographie est « une discipline qui se soucie du monde » et qui contribue tant à l'avancée des connaissances qu'à la défense des droits et de la justice sociale, comme l'a souligné Victoria Lawson lors d'une allocution tenue durant une rencontre de l'Association des géographes américain-e-s¹. Les travaux critiques en géographie nous invitent effectivement à prendre en compte la dimension spatiale de phénomènes structurels tels que le capitalisme, le racisme et le patriarcat, tout en offrant des outils pour contester ces phénomènes et promouvoir des transformations de grande ampleur². Hélène Bélanger et Dominic Lapointe

¹ Victoria Lawson, « Geographies of Care and Responsibility », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 97, n° 1, 2007, p. 2.

² Nicholas Blomley, « Uncritical Critical Geography? », *Progress in Human Geography*, vol. 30, n° 1, 2006, p. 87-94 ; Neil Brenner et Nik Theodore, « Neoliberalism and the Urban Condition », *City*, vol. 9, n° 1, 2005, p. 101-107 ; Don Mitchell, « Geography in an Age of Extremes: A Blueprint for a

proposent, avec *Perspectives critiques et analyse territoriale. Applications urbaines et régionales*, un survol des perspectives critiques en géographie, à partir d'études menées au Québec. Ces études s'inspirent tant des approches marxistes que des approches intersectionnelles, et elles contribuent ensemble au développement d'une « science sociale en action », dont l'objectif est de « redéfinir le monde et l'être ensemble dans une pluralité de regards et de voix, à la manière des chœurs qui, dans leur unité polyphonique, commentent, expliquent et critiquent l'action » (p. 10).

Yann Fournis nous invite, dans le premier chapitre, à problématiser le concept de « droit à la ville », qui tend à attirer notre attention exclusivement sur les réalités urbaines et qui peut nous mener à « négliger d'autres espaces, discrets, qui n'en sont pas moins au cœur de la mondialisation économique. Les espaces ruraux, en particulier, peuvent générer des actions collectives originales, des formes de résistance aux effets du capitalisme » (p. 16). Trois périodes dans le développement des mouvements ruraux au Québec sont alors identifiées, soit une première période dans les années 1970 caractérisée par d'importantes mobilisations, notamment avec les Opérations Dignité dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, une deuxième période marquée par les répercussions de la crise économique des années 1980 et une troisième période à partir des années 1990, durant laquelle les mouvements ruraux cherchent à concilier des demandes pour des investissements publics plus importants avec un souci de préserver l'autonomie des communautés locales (p. 21-22). Fournis souligne ensuite que les projets contre-culturels, les mobilisations pour défendre les conditions de vie et les résistances au modèle de développement dominant dans les milieux ruraux nous permettent de tracer les contours d'un « droit à habiter le territoire », dont la définition exacte « est encore à inventer localement, pour concilier, dans des projets collectifs, l'ensemble des stratégies de résistance et d'adaptation au capitalisme extractiviste » (p. 26).

À travers une enquête de terrain menée en région parisienne et un bref terrain comparatif mené à Barcelone, Claire Hancock s'intéresse à l'application locale des politiques urbaines liées au genre ainsi qu'à son impact sur la production urbaine et la gestion municipale. Hancock souligne d'abord l'échec relatif de l'administration parisienne. Elle note ainsi la tendance de ces politiques à se limiter à des enjeux de sécurité dans l'espace public. Sans remettre en cause la légitimité de cette revendication, il importe, selon l'autrice, « de refuser la promotion de formes d'aseptisation de l'espace qui passent par la construction d'"indésirables" et ne sont souvent que les paravents d'une gentrification » (p. 41). Un autre facteur qui peut expliquer cet échec concerne les moyens non seulement financiers, mais humains très limités dont disposent les arrondissements pour mettre en œuvre une politique d'égalité. Hancock parle à cet égard d'une administration « très modestement décentralisée » qui reste « exceptionnellement distante et opaque » (p. 40). Enfin, elle souligne « l'écart entre ce que prône la maire dans les arènes internationales et les limites évidentes de ce qui est effectivement entrepris localement à Paris » (p. 44). À l'inverse, la « féminisation de la politique » à Barcelone s'avère beaucoup plus transparente, participative et ancrée dans les valeurs et les luttes féministes que la politique parisienne. Par exemple, alors qu'à Paris les politiques d'égalité « femmes-hommes » se limitent à une conception purement binaire du genre, la politique barcelonaise se fonde, d'une part, sur un diagnostic des répercussions différenciées des phénomènes économiques sur les femmes et cherche, d'autre part, à élargir son champ d'action au-delà du genre pour reconnaître une multiplicité d'identités (p. 48).

De leur côté, Samiha Khalil et Ted Rutland s'intéressent à la relation entre la ville et le racisme anti-Noir (*anti-blackness*) en tant que système de pouvoir producteur à la fois de la catégorie raciale « Noire » et des formes d'oppression vécues par les personnes considérées comme Noires (p. 54). Un travail de terrain réalisé au Plan Robert, un complexe de logements sociaux situé dans le quartier montréalais Saint-Michel, permet à Khalil

et Rutland de montrer comment les discours et pratiques de l'anti-*blackness* participent à la dépossession vécue par les jeunes michelois-e-s considéré-e-s comme Noir-e-s. Khalil et Robert identifient les principales caractéristiques de l'anti-*blackness* relatives à la désignation du Plan Robert et de ses environs comme espace d'intervention prioritaire en termes de sécurité, en soulignant le fait que les enjeux de sécurité sont traités à tort comme des problèmes de *blackness*, autant dans le discours tenu par les institutions publiques que dans les interventions visant à remplacer les usagers et les usagères du Plan Robert (p. 63). Khalil et Rutland tournent ensuite leur regard sur le sentiment de dépossession vécu par les jeunes ciblé-e-s par ces interventions. « Avant, les gens comprenaient, on aimait chiller dehors », mentionne l'un des jeunes à propos des nouvelles mesures et des nouveaux et nouvelles locataires du complexe, « [là], les nouvelles familles appellent la police sur nous » (p. 66).

Le chapitre de Julie Podmore cherche à comprendre comment l'habitus de la jeunesse LGBTQ2+ montréalaise constitue une réponse autant socioculturelle que générationnelle aux changements du paysage urbain pour cette communauté. La recherche menée par Podmore s'inscrit dans un contexte marqué par l'émergence d'une nouvelle « génération *queer* », caractérisée par des identités fluides, diverses et inclusives qu'elle oppose au modèle binaire, dépolitisé et figé de la « vieille génération » (p. 75-76). À partir d'entretiens semi-dirigés réalisés auprès de quarante jeunes montréalais-e-s qui s'identifient comme appartenant à la communauté LGBTQ2+, Podmore s'intéresse aux perceptions que cette jeunesse a du Village, historiquement le seul espace gai à Montréal, et du Mile-End, le nouveau quartier *queer-friendly* de la métropole. Cette comparaison lui permet de s'intéresser aux moyens par l'entremise desquels l'habitus générationnel de la jeunesse *queer* « s'est construit d'une façon relationnelle dans l'espace urbain en opposant deux visions urbaines LGBTQ » (p. 84). Pour la majorité des répondant-e-s, le Village constitue « un lieu "homonormatif" en raison de sa binarité de genres, mais aussi à cause d'autres caractéristiques incluant sa blancheur

et son orientation commerciale » (p. 85). Le Village se voit aussi associé à une culture LGBTQ2+ centrée autour des hommes gais cisgenre. À l'inverse, la communauté du Mile-End aurait comme fondement un réseau de femmes *queers* et transinclusives (p. 88). Enfin, pour les répondant-e-s, le Mile-End est aussi un quartier davantage ouvert sur la diversité que le Village.

Le chapitre de Luc Renaud et Bruno Sarrasin se concentre sur le tourisme de croisière, en examinant le développement de cette industrie en Gaspésie depuis les années 2000 et son impact sur la distribution du pouvoir et des ressources dans la région. Renaud et Sarrasin notent une tension entre des politiques provinciales qui visent à encourager le tourisme de croisière en Gaspésie, ce qui a mené entre autres à l'établissement d'un port de croisière international entre Percé et le parc national Forillon en 2009, et les intérêts des actrices et des acteurs locaux, qui favorisent le tourisme de séjour et considèrent que les journées de débarquement des méga-navires « mettent sous pression les infrastructures locales, alourdissent la logistique et dépassent la capacité générale d'accueil dans les différents sites d'excursion » (p. 110). Les deux auteurs soulignent que la priorisation des croisières de niche, avec des navires de 100 à 1500 passagers et passagères, « contribuerait à la consolidation d'un rapport de force favorable aux actrices et aux acteurs locaux », tout en « réduisant les risques de surtourisme ou de pressions négatives sur le tourisme de séjour, qui demeure la véritable source de revenus dans la région » (p. 115).

Alexis Guillemard se penche, pour sa part, sur l'introduction du tourisme dans deux anciens territoires industriels montréalais, soit les Shops Angus et Griffintown. Dans le premier cas, Guillemard identifie la montée d'un tourisme industriel et scientifique, caractérisé par des délégations internationales qui visitent le Technopôle Angus afin de mieux comprendre le processus de développement territorial qui s'y est déroulé après la fermeture des ateliers du Canadien Pacifique au début des années 1990, notamment sous le leadership de la Société de développement Angus (p. 130). Dans le second cas, l'auteur met

en lumière une « touristification du quotidien », qui résulterait d'une confusion croissante entre la dimension résidentielle et la dimension touristique de la vie urbaine, ce qui mènerait à « une vie de quartier physiquement sur le territoire mais qui, socialement, en est exclue. Les cours intérieures, les salons, les salles de sport et les cinémas sont les symboles de communautés fermées (*gated communities*) organisées autour du loisir. Ces lieux, fermés aux non-proprétaires, répondent à un objectif de socialisation sélective. Les populations les plus défavorisées y sont invisibilisées. Si les séparations sociospatiales dans la ville ont toujours existé, le néolibéralisme et ses diverses manifestations les accentuent » (p. 137).

Charlotte Montfils-Ratelle et Hélène Bélanger attirent notre regard sur les relations de pouvoir inhérentes aux artères commerciales, en analysant le cas de la Plaza Saint-Hubert à Montréal. À partir d'entretiens semi-dirigés auprès de seize personnes dans quinze commerces, ainsi qu'avec trois informateurs clés, Montfils-Ratelle et Bélanger regroupent les commerçants et les commerçantes de la Plaza Saint-Hubert dans quatre catégories, en fonction de leur vision de la Plaza et de leurs priorités stratégiques, soit « centre commercial », « rue principale », « hybride » et « indépendant » (p. 154). Les deux autrices constatent ensuite que les commerçants et les commerçantes appartenant aux catégories « rue principale » et « hybride » occupent une place privilégiée dans le processus de réaménagement de la Plaza et tendent à offrir des services destinés à la population gentrifiante des quartiers environnants. Ces deux catégories de commerçants et de commerçantes, qui ont plus de facilité à faire entendre leurs points de vue dans l'espace public et qui participent davantage aux activités de la Société de développement commercial de la Plaza Saint-Hubert, utilisent la figure du « mauvais commerçant » ou de « l'anti-commerçant » pour délégitimer des « pratiques marchandes racisées ou ethnicisées », par exemple le marchandage, ce qui contribue à la stigmatisation des commerçants et des commerçantes moins fortuné-e-s, racisé-e-s ou ethnicisé-e-s qui sont établi-e-s dans la Plaza (p. 156-157).

Cassiopée Benjamin, Catherine Carmen Cosaque et Dominic Lapointe offrent, dans leur chapitre, trois autoethnographies qui servent de base pour une réflexion sur les rapports de pouvoir et les rapports coloniaux. La première autoethnographie met en lumière les tensions provoquées par le tourisme en contexte postcolonial, à partir du cas de la Guadeloupe (p. 169), la seconde autoethnographie aborde les privilèges ethnoraciaux et leur négociation dans le cadre de différents terrains de recherche menés avec des populations racisées (p. 174-175) et la troisième autoethnographie examine la question des positions sociales ambivalentes, par exemple celle des personnes appartenant à un groupe avec un « passé colonial, à la fois comme colonisateur et comme colonisé » (p. 178). Ces trois récits permettent d'identifier « des inconforts, des malaises, des frustrations et une certaine manière d'interroger nos représentations et notre légitimité [...] les trois parcours sont à l'intersection des oppressions vécues ou perçues, d'avantages "immérités" ou atypiques, d'une volonté anti-impérialiste ou décoloniale » (p. 181).

Dans sa postface, Julie-Anne Boudreau revient sur la diversité des approches critiques en sciences sociales, en soulignant la tension entre une approche dominante, associée notamment au marxisme et à l'École de Francfort, qui offre une critique distanciée et abstraite, et une approche « incarnée, sensible, affective, immersive » liée aux postures féministes, *queers* et décoloniales (p. 186). Boudreau rappelle l'importance des processus affectifs qui conditionnent nos manières d'être et d'agir, et elle nous invite à prioriser les savoirs produits par celles et ceux qui vivent de « façon viscérale » les injustices, notamment en réduisant la distance entre enquêteur-e et enquêté-e (p. 192-193). Boudreau rappelle enfin que la critique représente « une épistémologie ancrée dans l'ordinaire, le non-stratégique et le spontané, combinant plusieurs registres de réflexion allant de l'incarné à l'abstrait » (p. 198). Cette postface conclut avec élégance un ouvrage qui mérite une lecture attentive, tant pour la richesse des analyses que pour la diversité des approches méthodologiques qui y sont proposées. Face à la montée des mouvements

contestataires avec un ancrage territorial, par exemple les mobilisations contre la gentrification des quartiers populaires et les luttes autochtones contre le développement de projets pétroliers et gaziers sur des terres ancestrales³, les outils offerts par la géographie critique s'avèrent brûlants d'actualité.

³ Sandra Annunziata et Clara Rivas-Alonso, « Resisting gentrification », dans Loretta Lees et Martin Phillips (dir.), *Handbook of Gentrification Studies*, Cheltenham, Edward Elgar Publisher, 2019, p. 393-412 ; Anne Spice, « Fighting invasive infrastructures: Indigenous relations against pipelines », *Environment and Society*, vol. 9, n° 1, 2018, p. 40-56 ; Sara Safransky, « Rethinking land struggle in the postindustrial city », *Antipode*, vol. 49, n° 4, 2017, p. 1079-1100.